

Canada's Nuclear Regulator
L'organisme de réglementation
nucléaire du Canada



Annual Report on
the *Access to
Information Act*
2012–13

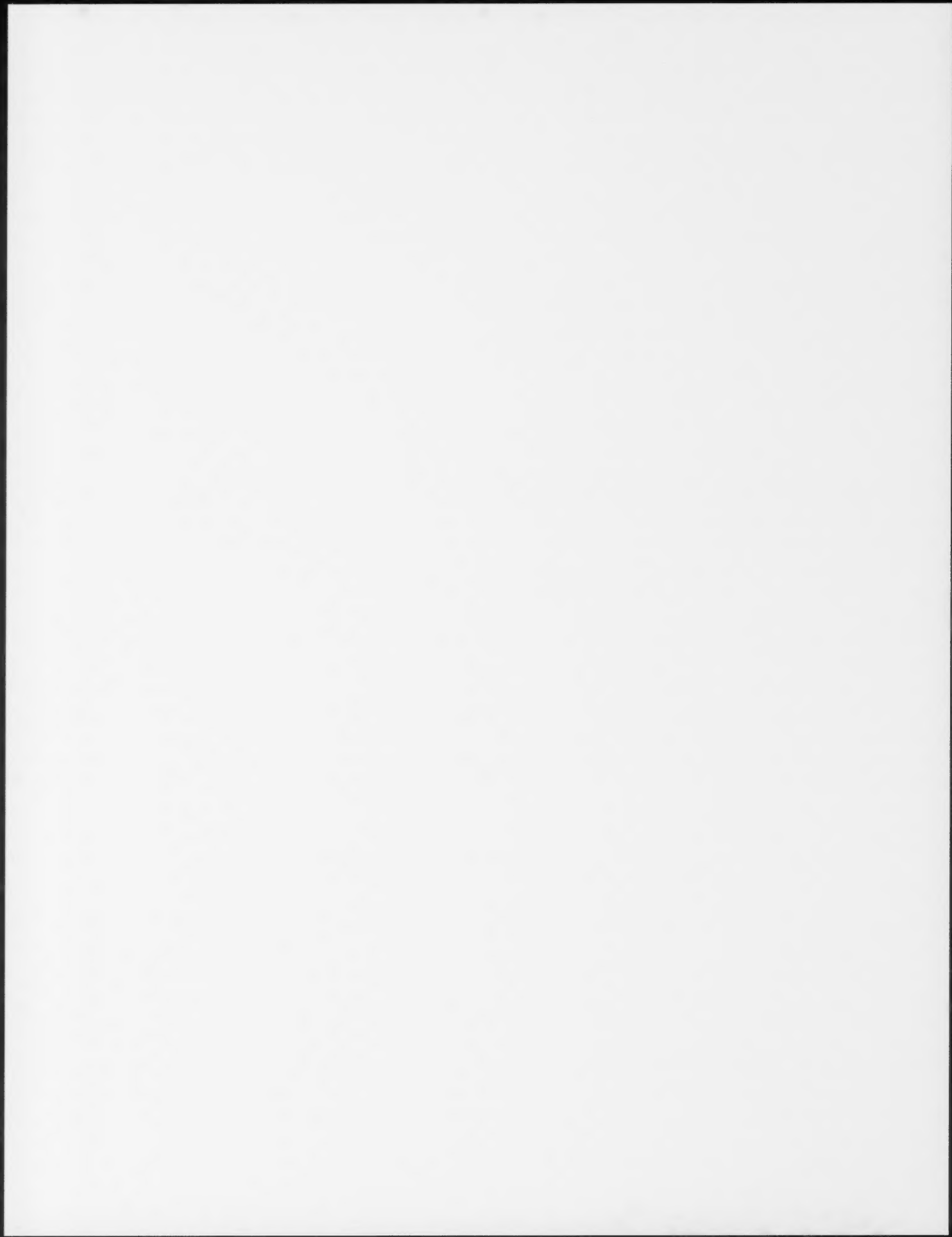
Rapport annuel
concernant la *Loi sur
l'accès à l'information*
2012-2013



Canadian Nuclear
Safety Commission

Commission canadienne
de sûreté nucléaire

Canada



**Annual Report on the Access to Information
Act 2012–13**

© Canadian Nuclear Safety Commission
(CNSC) 2013
PWGSC catalogue number CC171-7/2013-
PDF
ISSN 1926-2469

Extracts from this document may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires prior written permission from the Canadian Nuclear Safety Commission.

Document availability

This document can be viewed on the CNSC Web site at nuclearsafety.gc.ca. To request a copy of the document in English or French, please contact:

Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater Street
P.O. Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario K1P 5S9
CANADA

Tel.: 613-995-5894 or 1-800-668-5284 (in
Canada only)
Facsimile: 613-995-5086
Email: info@cnscccsn.gc.ca
Web site: nuclearsafety.gc.ca
Facebook: [facebook.com/Canadian
NuclearSafetyComission](https://facebook.com/CanadianNuclearSafetyComission)
YouTube: youtube.com/cnscccsn

**Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès
à l'information 2012-2013**

© Commission canadienne de sûreté nucléaire
(CCSN) 2013
Numéro de catalogue de TPSGC CC171-
7/2013-PDF
ISSN 1926-2469

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le site Web de la CCSN à suretenucleaire.gc.ca ou l'obtenir, en français ou en anglais, en communiquant avec la :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
280, rue Slater
C.P. 1046, Succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5S9
CANADA

Téléphone : 613-995-5894 ou 1-800-668-5284
(Canada seulement)
Télécopieur : 613-995-5086
Courriel : info@cnscccsn.gc.ca
Site Web : suretenucleaire.gc.ca
Facebook : [facebook.com/Commissioncanadiennedesurete
nucleaire](https://facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenucleaire)
YouTube : youtube.com/cnscccsn

Annual Report on the *Access to Information Act* 2012–13

GENERAL

The Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) regulates the use of nuclear energy and materials to protect the health, safety and security of Canadians and the environment, and to respect Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy.

The CNSC's mandate, derived from the *Nuclear Safety and Control Act*, involves four major areas:

- regulation of the development, production and use of nuclear energy in Canada
- regulation of the production, possession, use and transport of nuclear substances, and the production, possession and use of prescribed equipment and prescribed information
- implementation of measures respecting international control of the development, production, transport and use of nuclear energy and substances, including measures respecting the non-proliferation of nuclear weapons and nuclear explosive devices
- dissemination of scientific, technical and regulatory information

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2012-2013

GÉNÉRALITÉS

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) régit l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des Canadiens, de protéger l'environnement et de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Aux termes de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, le mandat de la CCSN comprend quatre grands domaines :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport des substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation de l'équipement et des renseignements réglementés
- mettre en œuvre les mesures de contrôle international du développement, de la production, du transport et de l'utilisation de l'énergie et des substances nucléaires, y compris les mesures de non-prolifération des armes nucléaires et des dispositifs nucléaires explosifs
- informer le public – aux plans

concerning the activities of the CNSC, and the effects on the environment, on the health and safety of persons, of the development, production, possession, transport and use of nuclear substances

scientifique, technique ou réglementaire – des activités de la CCSN et des conséquences, pour la santé et la sécurité des personnes et pour l'environnement, du développement, de la production, de la possession, du transport et de l'utilisation des substances nucléaires

The CNSC also administers the *Nuclear Liability Act*, conducts environmental assessments under the *Canadian Environmental Assessment Act* (2012), and implements Canada's bilateral agreement with the International Atomic Energy Agency (IAEA) on nuclear safeguards verification.

La CCSN est également responsable de l'application de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*), de l'exécution des évaluations environnementales en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementales* (2012) et de l'application de l'entente bilatérale du Canada avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la vérification des garanties nucléaires.

PURPOSE OF THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The purpose of the *Access to Information Act* is to extend the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution, in accordance with the principles stating that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

BUT DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 72 of the *Access to Information Act*.

1. Statistical report

I. Requests received under the *Access to Information Act*

In 2012–13, the CNSC received 69 requests under the *Access to Information Act* (AIA). This represents a decrease of 16 requests from the number of requests received during the previous reporting period.

The CNSC also processed 13 informal requests during the reporting period. Four of these were requests from within the CNSC for a review prior to documents being released informally on the external Web site or by other means. A total of 9 informal requests were for previously released AIA packages identified on the Proactive Disclosure page of the CNSC Web site.

The CNSC has reviewed more than double the number of pages reviewed in 2011–12. The CNSC Access to Information and Privacy (ATIP) Office processed just under 22,000 pages in 2010–11, 41,000 pages in 2011–12 and just over 99,400 pages in 2012–13. This includes over 39,000 pages for closed requests and over 60,000 pages for requests carried over to the next reporting period. The CNSC will continue to process approximately 60,000 pages from current active files in the fiscal year 2013–14.

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est préparé et est déposé devant le Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

1. Rapport statistique

I. Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

En 2012–2013, la CCSN a reçu 69 demandes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui représente une baisse de 16 demandes par rapport au nombre de demandes reçues à la période visée précédente.

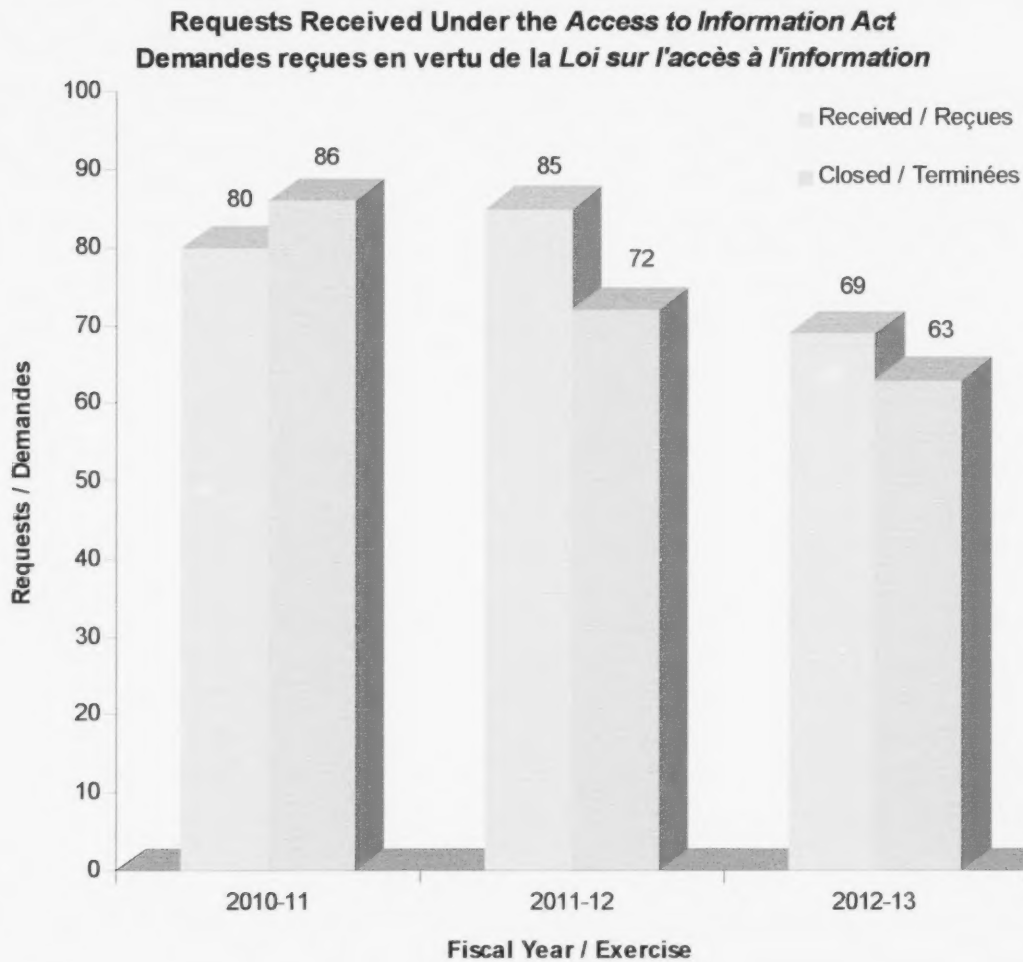
La CCSN a également traité 13 demandes informelles au cours de la période visée. De ce nombre, quatre provenaient de la CCSN même et demandaient un examen avant que les documents soient rendus publics de manière informelle sur le site Web externe ou par d'autres moyens. Au total, neuf demandes informelles concernaient des documents publiés précédemment en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* sur la page de Divulcation proactive du site Web de la CCSN.

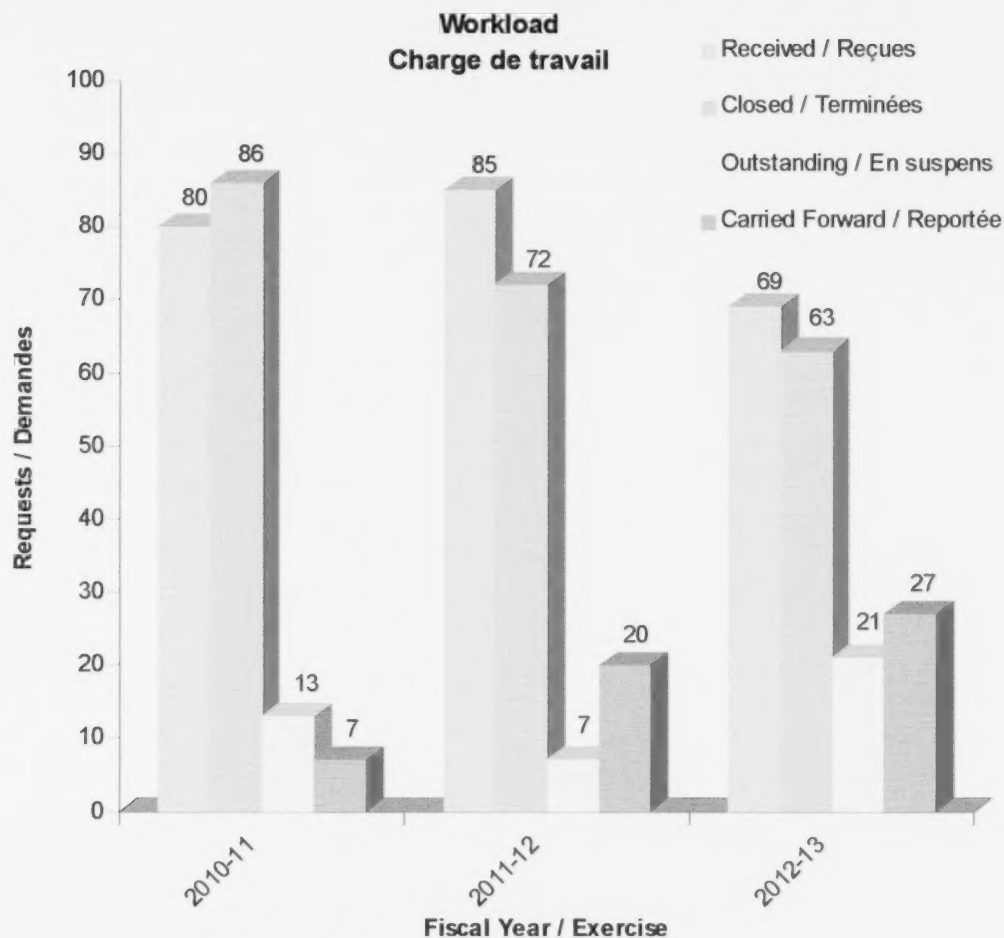
La CCSN a examiné plus du double du nombre de pages qu'en 2011–2012. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la Commission a examiné près de 22 000 pages en 2010–2011, 41 000 pages en 2011–2012 et un peu plus de 99 400 pages en 2012–2013. Cela inclut plus de 39 000 pages pour des demandes traitées et plus de 60 000 pages pour des demandes reportées à la prochaine période visée. Au cours de l'exercice 2013–2014, la CCSN continuera à examiner environ

60 000 pages provenant de dossiers en cours de traitement.

The CNSC was also consulted on 35 occasions by other federal government agencies and departments, where the records under their control related to CNSC activities. The CNSC processed 1,498 pages for these consultations.

La CCSN a été consultée à 35 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers liés aux activités de la CCSN. La CCSN a examiné 1498 pages dans le cadre de ces consultations.





II. Source of requests

The most frequent type of requester in 2012–13 was organizations (57.97%), followed by media (26%), the public (10.14%) and business (5.79%).

Requests received from organizations have always been an important source of requests at the CNSC. The CNSC is observing an increase in the number of requests received from organizations. In contrast, there has been a decrease in the number of requests received from business compared to previous years.

II. Origine des demandes

Les demandes provenaient le plus fréquemment d'organismes (57,97 %), puis de médias (26 %), de membres du public (10,14 %), et d'entreprises (5,79 %).

Les demandes reçues d'organismes ont toujours constitué une source importante de demandes à la CCSN. La CCSN observe une augmentation du nombre de demandes reçues d'organismes. En contraste, le nombre de demandes reçues d'entreprises a connu une diminution par rapport aux années précédentes.

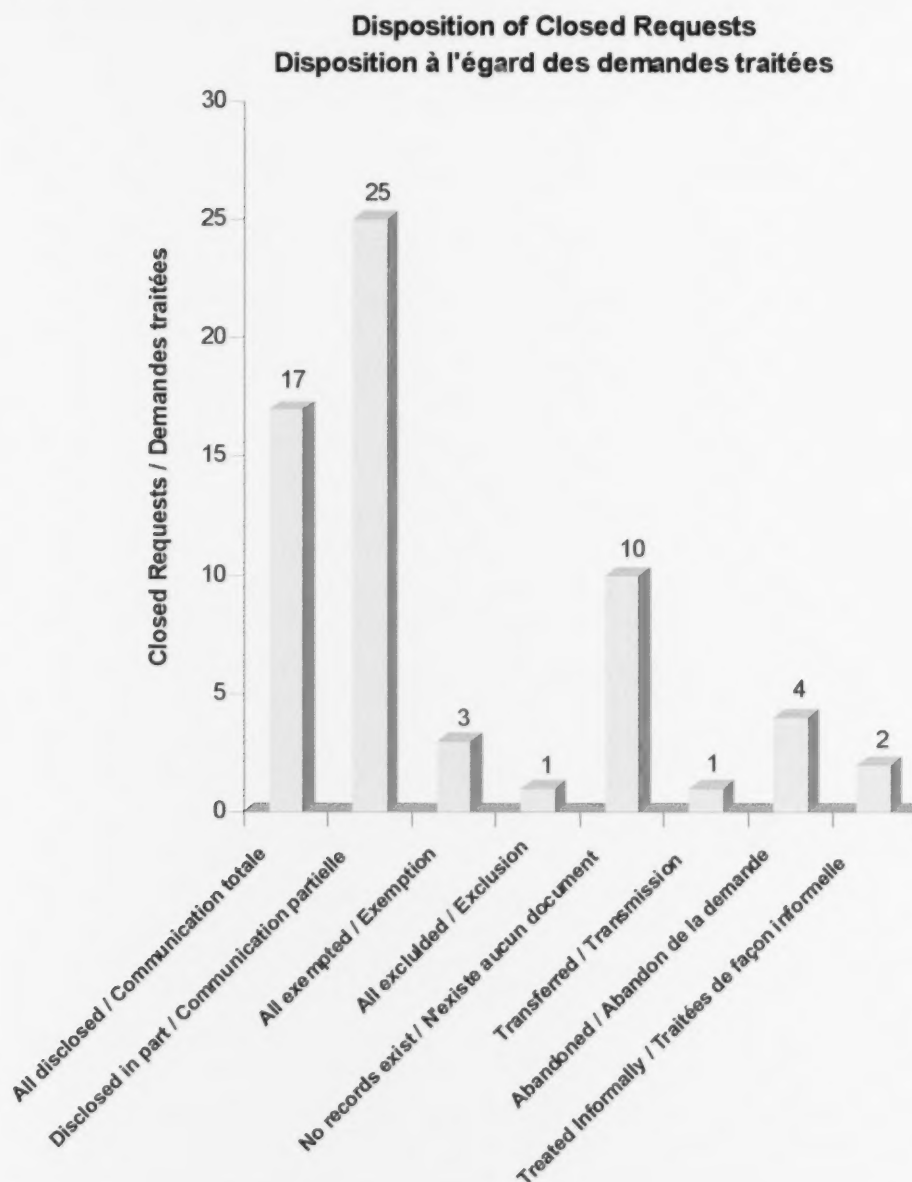


III. Disposition of closed requests

In 2012–13, the CNSC closed 63 requests. Approximately 25% of all closed requests (17) were released in their entirety, while close to 40% were disclosed in part. Information was either completely exempted or excluded in only 6% of cases.

III. Disposition à l'égard des demandes traitées

En 2012-2013, la CCSN a traité 63 demandes. Environ 25 % de toutes les demandes traitées (17) ont donné lieu à des divulgations intégrales, tandis que près de 40 % ont donné lieu à des divulgations partielles. L'information a été totalement exemptée ou exclue dans seulement 6 % des cas.



IV. Exemptions or exclusions invoked

Most of the exemptions invoked by the CNSC in 2012–13 fell under four AIA sections: section 19(1), which protect personal information; paragraphs 20(1)(a)(b)(c)(d), which protect confidential information supplied by a third party; paragraphs 21(1)(a)(b)(c)(d), which protect advice, recommendations and the

IV. Exemptions ou exclusions invoquées

La plupart des exemptions invoquées par la CCSN en 2012-2013 visaient quatre articles de la *Loi sur l'accès à l'information* : le paragraphe 19(1) qui protège les renseignements personnels; les alinéas 20(1)a), b), c) et d) qui protègent les renseignements confidentiels de tiers; les alinéas 21(1)a), b), c) et d) qui

deliberation process of public servants; and section 16(2), which protects information which could be used to criminally exploit the vulnerabilities in particular buildings, structures and systems.

protègent les avis, les recommandations et le processus de délibération des fonctionnaires; et le paragraphe 16(2) qui protège les renseignements qui pourraient servir à des fins criminelles pour exploiter les vulnérabilités de certains bâtiments, ouvrages ou systèmes.

The CNSC invoked the exclusion 68.2 on two occasions during the reporting period.

La CCSN a invoqué l'exclusion 68.2 à deux occasions pendant la période visée par le rapport.

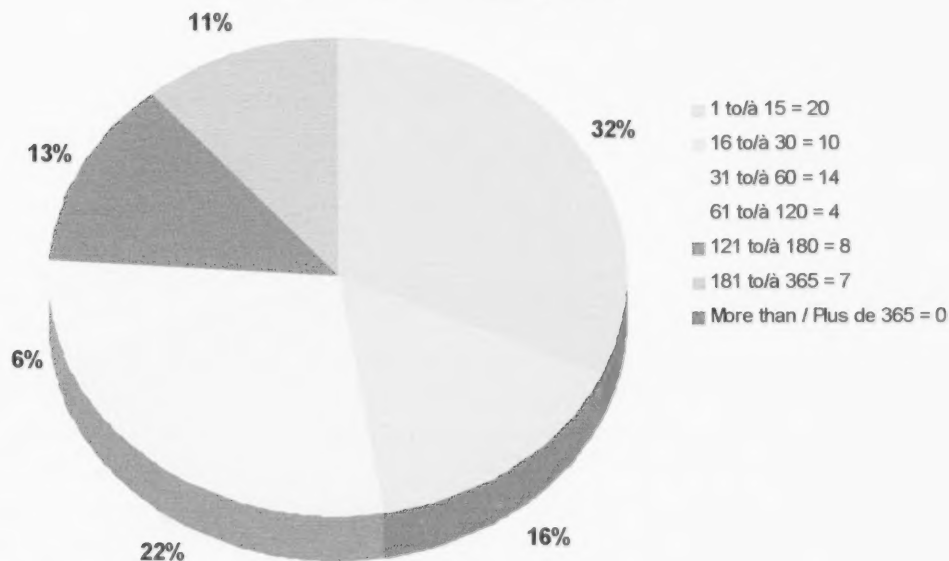
V. Completion time

Of 63 closed requests, the CNSC responded to 20 (32 %) in 15 days or less, and to 10 (16 %) in 15 to 30 days. The remaining 33 requests were closed in 31 to 365 days. No request required more than 365 days to complete.

V. Durée de traitement

Sur 63 demandes traitées, la CCSN a répondu à 20 (32 %) en 15 jours ou moins et à 10 (16 %) en 15 à 30 jours. Les 33 autres demandes ont été traitées dans un délai de 31 à 365 jours. Aucune demande n'a été traitée dans un délai dépassant 365 jours.

Completion Time of Closed Requests (Days)
Durée de traitement (jours)



VI. Extensions

In 2012-13, the CNSC closed 21 requests

VI. Prorogation

En 2012-2013, la CCSN a traité

past the statutory deadline (33%). The CNSC invoked extensions for just under half of these requests.

Section 9 of AIA permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2012–13, the CNSC invoked extensions on 24 occasions. In nine of these cases, an extension was required to conduct third-party notification. In ten of these cases, an extension was required for consultation with other federal agencies and departments. Due to the increasing volume of records processed at the CNSC, a further five extensions were invoked (due to searches through large volumes of records, where meeting the original timelines would have interfered with the operations of the CNSC). Most of the extensions were between 31 to 120 days in length.

VII. Costs

During 2012–13, the CNSC ATIP Office incurred \$202,865 in salary costs, and \$83,978 in goods and services costs to administer the *Access to Information Act*.

See Annex A for further statistical information.

2. Practices and procedures

At the CNSC, the administration of the *Access to Information Act* (AIA) is the responsibility of the Information Management Division (IMD), within the Information Management and Technology Directorate.

Access to information requests are received by the Records Office and forwarded to the Access to Information and Privacy (ATIP)

21 demandes dans un délai supérieur à ce qu'exige la Loi (33 %). La CCSN a demandé des prorogations pour un peu moins de la moitié de ces demandes.

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prévu par la Loi dans certaines circonstances. En 2012-2013, la CCSN a demandé une prorogation du délai à 24 occasions. Dans neuf cas, une prorogation était nécessaire pour envoyer un avis à une tierce partie. Dans dix autres cas, le délai a été prorogé pour consulter d'autres organismes et ministères fédéraux. En raison de la hausse du volume de documents traités à la CCSN, cinq autres délais ont été prorogés (pour effectuer des recherches dans de grands volumes de documents, et où le respect du délai original aurait entravé le fonctionnement de la CCSN). Dans la plupart de ces cas, le délai a été repoussé de 31 à 120 jours.

VII. Coûts

Au cours de la période 2012-2013, le Bureau de l'AIPRP de la CCSN a engagé des coûts de 202 865 \$ en salaires et de 83 978 \$ en biens et services pour appliquer la *Loi sur l'accès à l'information*.

Veuillez consulter l'annexe A pour obtenir plus de renseignements statistiques.

2. Pratiques et procédures

À la CCSN, l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* est la responsabilité de la Division de la gestion d'information (DGI), qui fait partie de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information.

Le Bureau des documents reçoit les demandes relatives à l'accès à l'information et les transmet au Bureau de

Office, IMD. The processing of requests is carried out by ATIP Office staff, in consultation with the appropriate directorates within the CNSC and, where necessary, with external parties.

The CNSC has two full-time employees, two part-time employees and one consultant dedicated to access to information activities.

CNSC employees are provided with training and guidance on a regular basis, which aims to assist them in fulfilling their duties under AIA. During 2012–13, the CNSC continued to concentrate on providing formal information management, AIA, *Privacy Act*, and information security training to CNSC managers and their standing delegates. This mandatory training was provided over three sessions, to 44 managers and standing delegates during the noted reporting period, and concentrated on informing managers and their delegates of their responsibilities under the noted areas. IMD offers an integrated training approach, emphasizing the connections between sound information management practices and an effective ATIP program. The ATIP Office also provides advice and support, on an “as-required” basis. During the reporting period, the ATIP Office provided three information sessions to an additional 22 employees.

Documentation and training materials on the CNSC ATIP program are available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the acts and Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of

l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (AIPRP) de la DGI, qui traite les demandes en collaboration avec les directions appropriées de la CCSN, et au besoin, avec des parties externes.

La CCSN dispose de deux employés à temps plein, de deux employés à temps partiel et d'un consultant pour traiter les questions relatives à l'accès à l'information.

Les employés de la CCSN reçoivent régulièrement de la formation et des séances d'orientation pour les aider à répondre à leurs obligations aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2012-2013, la CCSN a poursuivi ses efforts en vue de fournir aux gestionnaires de l'organisme et à leurs délégués permanents une formation formelle sur la gestion de l'information, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la sécurité de l'information. Cette formation obligatoire a été fournie dans le cadre de trois séances à 44 gestionnaires et à leurs délégués permanents au cours de la période visée; elle avait pour but de les informer sur leurs responsabilités dans le cadre des domaines indiqués. La DGI offre une approche intégrée de la formation et met l'accent sur les liens entre de bonnes pratiques de gestion de l'information et un programme d'AIPRP efficace. Le Bureau de l'AIPRP fournit aussi des conseils et du soutien au fur et à mesure des besoins. Au cours de la période visée, le Bureau de l'AIPRP a donné trois séances d'information à 22 autres employés.

On trouve sur le site intranet de la CCSN de la documentation et du matériel de formation sur son programme d'AIPRP. On y trouve également des liens vers d'autres documents, tels que des lois, les politiques et les directives du Secrétariat du

information management and guidance tools.

As an organization that values openness and transparency, the CNSC strives to ensure that information is made publicly available without recourse to AIA. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

The CNSC frequently makes available, for examination by the public, copies of the following:

- current licences and approvals
- revocation or suspension notices
- reports concerning occurrences
- applications for approval of licences
- information on hazards to individuals, the public or the environment
- orders for corrective measures to be taken, as a result of significant occurrences
- notices of intent to establish nuclear facilities
- Commission hearing minutes and supporting documentation
- requests for temporary help
- proactive disclosure of senior management travel and hospitality expenses
- proactive disclosure of contract information
- Auditor General of Canada reports (pertaining to the CNSC)
- internal audits

The CNSC also posts, on its external Web site, summaries of completed access to

Conseil du Trésor, ainsi que tout un éventail d'outils de gestion de l'information et d'orientation.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la CCSN s'efforce de faire en sorte que l'information soit accessible au public sans qu'il ne doive recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Les exceptions sont limitées et spécifiques, tel qu'exigé dans la Loi.

La CCSN rend fréquemment disponibles, aux fins d'examen public, des copies des documents suivants :

- les permis actuels et les approbations
- les avis de révocation ou de suspension
- les rapports concernant les événements
- les demandes d'approbation de permis
- des renseignements sur les dangers pour les personnes, le public ou l'environnement
- les ordres visant des mesures correctives à prendre par suite d'événements importants
- les avis d'intention de construire des installations nucléaires
- les procès-verbaux des audiences du tribunal de la Commission et la documentation qui s'y rattache
- les demandes d'aide temporaire
- la divulgation proactive des dépenses de voyage et d'accueil de la haute direction
- la divulgation proactive des renseignements sur les contrats
- les rapports du vérificateur général du Canada (relatifs à la CCSN)
- les vérifications internes

La CCSN affiche sur son site Web externe des résumés des demandes d'accès à

information requests processed by the ATIP Office, at nuclearsafety.gc.ca/eng/proactive_disclosure

3. Delegation of authority

The Governor General in Council has designated the authority to exercise the powers, duties and functions of the *Access to Information Act* (AIA) to the President of the CNSC. The President of the CNSC has designated the Vice-President of the Corporate Services Branch, the Director General of the Information Management and Technology Directorate, the Director of the Information Management Division and the Senior Access to Information and Privacy (ATIP) Advisor to exercise the powers, duties and functions of the head of the CNSC with respect to AIA.

See Annex B for a copy of the instrument of delegation.

4. Complaints and appeals to the Federal Court

During 2012–13, no new complaint was registered with the Office of the Information Commissioner (OIC).

Two complaint investigations were carried over from 2011–12. The CNSC is currently working with the OIC to resolve these complaints.

As always, the CNSC will continue to work closely with the OIC, to resolve the remaining ongoing complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2012–13.

l'information traitées par le Bureau de l'AIPRP.
www.nuclearsafety.gc.ca/fr/proactive_disclosure/index.cfm

3. Délégation de pouvoir

Le gouverneur général en conseil a délégué au président de la CCSN l'autorité d'exercer les pouvoirs, les responsabilités et les fonctions de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le président a ensuite délégué au vice-président de la Direction générale des services de gestion, au directeur général de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information, au directeur de la Division de la gestion de l'information et au conseiller principal de l'AIPRP l'autorité d'exercer ses pouvoirs, ses responsabilités et ses fonctions à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*.

L'instrument de délégation se trouve à l'annexe B.

4. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

Au cours de 2012-2013, aucune nouvelle plainte n'a été présentée au Commissariat à l'information.

Deux enquêtes sur des plaintes ont été reportées de 2011-2012. La CCSN travaille actuellement avec le Commissariat à l'information afin de résoudre ces plaintes.

Comme toujours, la CCSN continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

Aucun appel n'a été logé à la Cour fédérale du Canada en 2012–2013.

Annex A

Statistical Information (English)

Annexe A

Renseignements statistiques (anglais)



Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canadian Nuclear Safety Commission

Reporting period: 04-01-2012 to 31-Mar-13

PART 1 – Requests under the *Access to Information Act*

1.1 Number of Requests

	Number of Requests
Received during reporting period	69
Outstanding from previous reporting period	21
Total	90
Closed during reporting period	63
Carried over to next reporting period	27

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	18
Academia	0
Business (Private Sector)	4
Organization	40
Public	7
Total	69

PART 2 – Requests closed during the reporting period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
All disclosed	9	4	1	1	2	0	0	17
Disclosed in part	1	0	10	1	6	7	0	25
All exempted	0	0	2	1	0	0	0	3
All excluded	0	1	0	0	0	0	0	1
No records exist	5	4	1	0	0	0	0	10
Request transferred	1	0	0	0	0	0	0	1
Request abandoned	2	1	0	1	0	0	0	4
Treated informally	2	0	0	0	0	0	0	2
Total	20	10	14	4	8	7	0	63

2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
13(1)(a)	2	16(2)(a)	0	18(a)	1	20.1	1
13(1)(b)	3	16(2)(b)	2	18(b)	1	20.2	0
13(1)(c)	3	16(2)(c)	3	18(c)	1	20.4	1
13(1)(d)	0	16(3)	0	18(d)	1	21(1)(a)	5
13(1)(e)	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	7
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	4
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	1
15(1) - I.A.*	3	16.1(1)(d)	0	18.1(1)(d)	0	22	1
15(1) - Def.*	3	16.2(1)	4	19(1)	21	22.1(1)	1
15(1) - S.A.*	3	16.3	0	20(1)(a)	2	23	5
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b)	5	24(1)	3
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(b.1)	5	26	0
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0	20(1)(c)	6		
16(1)(b)	2	17	2	20(1)(d)	2		
16(1)(c)	1						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
68(a)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	1	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	1	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	1	69(1)(f)	0	69(1)(g) re (f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	10	7	0
Disclosed in part	2	23	0
Total	12	30	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	673	673	17
Disclosed in part	39099	6784	25
All exempted	234	0	3
All excluded	1	0	1
Request abandoned	0	0	4

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed
All disclosed	14	174	3	499	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	11	207	5	823	2	277	5	3763	2	1714
All exempted	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	32	381	9	1322	2	277	5	3763	2	1714

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Assessment of fees	Legal advice sought	Other	Total
All disclosed	2	0	0	3	5
Disclosed in part	13	3	1	7	24
All exempted	1	0	0	0	1
All excluded	1	0	0	21	22
Abandoned	0	0	0	0	0
Total	17	3	1	31	52

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
21	8	2	8	3

2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	4	0	4
16 to 30 days	2	0	2
31 to 60 days	1	4	5
61 to 120 days	1	2	3
121 to 180 days	2	1	3
181 to 365 days	2	2	4
More than 365 days	0	0	0
Total	12	9	21

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

PART 3 – Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	1	3
Disclosed in part	5	0	7	5
All exempted	0	0	2	1
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	5	0	10	9

3.2 Length of extensions

Length of extensions	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
30 days or less	2	0	3	0
31 to 60 days	1	0	5	6
61 to 120 days	2	0	2	3
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	5	0	10	9

PART 4 – Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of requests	Amount	Number of requests	Amount
Application	57	\$285	6	\$30
Search	1	\$1,075	4	\$415
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	58	\$1,360	10	\$445

PART 5 – Consultations received from other institutions and organizations

5.1 Consultations received from other government institutions and organizations

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during reporting period	35	1498	0	0
Outstanding from the previous reporting period	1	19	0	0
Total	36	1517	0	0
Closed during the reporting period	34	1463	0	0
Pending at the end of the reporting period	2	54	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
Disclose entirely	13	12	2	0	0	0	0	27
Disclose in part	1	3	1	0	0	0	0	5
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	1	0	0	0	0	0	0	1
Consult other institution	0	1	0	0	0	0	0	1
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	15	16	3	0	0	0	0	34

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
Disclose entirely	8	6	2	0	0	0	0	16
Disclose in part	1	2	1	0	0	0		4
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	9	8	3	0	0	0	0	20

PART 6 – Completion time of consultations on Cabinet confidences

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	0	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	0	0
More than 365	0	0
Total	0	0

PART 7 – Resources related to the Access to Information Act

7.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$202,865
Overtime		\$0
Goods and Services		\$83,978
• Professional services contracts	\$79,325	
• Other	\$4,653	
Total		\$286,843

7.2 Human Resources

Resources	Dedicated full-time to ATI activities	Dedicated part-time to ATI activities	Total
Full-time employees	2.00	2.00	4.00
Part-time and casual employees	0.00	0.00	0.00
Regional staff	0.00	0.00	0.00
Consultants and agency personnel	0.00	1.00	1.00
Students	0.00	0.00	0.00
Total	2.00	3.00	5.00

Previously released ATI package released informally 2012-13

Institution	Number of informal releases of previously released ATI packages
Canadian Nuclear Safety Commission	9

Annex B

Statistical Information (French)

Annexe B

Renseignements statistiques (français)

Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution : Commission canadienne de sûreté nucléaire

Période visée par le rapport : 04-01-2012 au 31-Mar-13

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	69
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	21
Total	90
Fermées pendant la période visée par le rapport	63
Reportées à la prochaine période de rapport	27

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	18
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	4
Organisme	40
Public	7
Total	69

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	9	4	1	1	2	0	0	17
Communication partielle	1	0	10	1	6	7	0	25
Tous exemptés	0	0	2	1	0	0	0	3
Tous exclus	0	1	0	0	0	0	0	1
Aucun document n'existe	5	4	1	0	0	0	0	10
Demande transmise	1	0	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	2	1	0	1	0	0	0	4
Traitement informel	2	0	0	0	0	0	0	2
Total	20	10	14	4	8	7	0	63

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	2	16(2)a)	0	18a)	1	20.1	1
13(1)b)	3	16(2)b)	2	18b)	1	20.2	0
13(1)c)	3	16(2)c)	3	18c)	1	20.4	1
13(1)d)	0	16(3)	0	18d)	1	21(1)a)	5
13(1)e)	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	7
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	4
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	1
15(1) - A.I.*	3	16.1(1)d)	0	18.1(1)d)	0	22	1
15(1) - Déf.*	3	16.2(1)	4	19(1)	21	22.1(1)	1
15(1) - A.S.*	3	16.3	0	20(1)a)	2	23	5
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)b)	5	24(1)	3
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)b.1)	5	26	0
16(1)a)(iii)	0	16.5	0	20(1)c)	6		
16(1)b)	2	17	2	20(1)d)	2		
16(1)c)	1						
16(1)d)	0						

* A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)c)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	1	69(1)d)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	1	69(1)e)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	1	69(1)f)	0	69(1)g) re f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	10	7	0
Communication partielle	2	23	0
Total	12	30	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	673	673	17
Communication partielle	39099	6784	25
Tous exemptés	234	0	3
Tous exclus	1	0	1
Demande abandonnée	0	0	4

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	14	174	3	499	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	11	207	5	823	2	277	5	3763	2	1714
Tous exemptés	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	32	381	9	1322	2	277	5	3763	2	1714

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	2	0	0	3	5
Communication partielle	13	3	1	7	24
Tous exemptés	1	0	0	0	1
Tous exclus	1	0	0	21	22
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Total	17	3	1	31	52

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
21	8	2	8	3

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	4	0	4
16 à 30 jours	2	0	2
31 à 60 jours	1	4	5
61 à 120 jours	1	2	3
121 à 180 jours	2	1	3
181 à 365 jours	2	2	4
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	12	9	21

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	1	3
Communication partielle	5	0	7	5
Tous exemptés	0	0	2	1
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	5	0	10	9

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	2	0	3	0
31 à 60 jours	1	0	5	6
61 à 120 jours	2	0	2	3
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	5	0	10	9

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	57	\$285	6	\$30
Recherche	1	\$1,075	4	\$415
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	58	\$1,360	10	\$445

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	35	1498	0	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	1	19	0	0
Total	36	1517	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	34	1463	0	0
Reportées à la prochaine période de rapport	2	54	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	13	12	2	0	0	0	0	27
Communiquer en partie	1	3	1	0	0	0	0	5
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	1	0	0	0	0	0	0	1
Consulter une autre institution	0	1	0	0	0	0	0	1
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	15	16	3	0	0	0	0	34

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	8	6	2	0	0	0	0	16
Communiquer en partie	1	2	1	0	0	0	0	4
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	9	8	3	0	0	0	0	20

PARTIE 6 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	0	0
Plus de 365 jours	0	0
Total	0	0

PARTIE 7 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

7.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$202,865
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$83,978
• Marchés de services professionnels	\$79,325	
• Autres	\$4,653	
Total		\$286,843

7.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à l'AI à temps plein	Voués à l'AI à temps partiel	Total
Employés à temps plein	2	2	4
Employés à temps partiel et occasion	0	0	0
Employés régionaux	0	0	0
Experts-conseils et personnel d'agence	0	1	1
Étudiants	0	0	0
Total	2	3	5

7

Nombre de fois qu'une trousse d'accès à l'information a déjà été publiée de façon informelle

Institution	Nombre de fois qu'une trousse d'accès à l'information a déjà été publiée de façon informelle
Commission canadienne de sûreté nucléaire	9

Annex C

Delegation Order

Annexe C

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

*Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à
l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels*

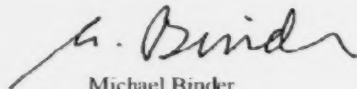
The President of the Canadian Nuclear Safety Commission, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire les postes mentionnés, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

Schedule/Annexe

Position/Poste	Privacy Act and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements	Access to Information Act and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements
Vice-President, Corporate Services Branch/Vice-président, Direction générale des services de gestion	Full authority/Autorité absolue	Full authority/Autorité absolue
Director General, Information Management and Technology Directorate/Directeur général, Direction de la gestion et de la technologie de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Director, Information Management Division/Directeur, Division de la Gestion de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Senior ATIP Advisor/Conseiller principal de l'AIPRP	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue

Le président
Commission canadienne de sûreté nucléaire



Michael Binder
President
Canadian Nuclear Safety Commission

SEP 13 2012

Edocs # 4003157